

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE NOUVELLE-CALÉDONIE**

N° 1700081

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**SOCIÉTÉ JEAN LEFEBVRE PACIFIQUE
(JLP)**

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

**M. Schnoering
Rapporteur**

**Le Tribunal administratif
de Nouvelle-Calédonie**

**M. Arruebo-Mannier
Rapporteur public**

**Audience du 15 juin 2017
Lecture du 20 juillet 2017**

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 3 mars 2017, un mémoire de communication de pièces enregistré le 9 juin 2017 et un mémoire enregistré le 10 juin 2017, la société Jean Lefebvre Pacifique (JLP), ayant pour avocat le cabinet Plaisant, demande au tribunal :

1°) d'annuler la décision de l'inspecteur du travail du 9 septembre 2016, qui refuse le licenciement de M. X. ;

2°) d'annuler la décision du président du gouvernement du 3 janvier 2017 rejetant son recours contre la décision de l'inspecteur du travail ;

3°) de mettre la somme de 250 000 F CFP à la charge de la Nouvelle-Calédonie au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

La société Jean Lefebvre Pacifique soutient que :

- l'inspecteur du travail n'a pas pris en compte une pièce essentielle : l'ordonnance de référé du tribunal du travail de Nouméa du 19 août 2016 ;

- M. X. a participé à un mouvement illicite ;

- le soutien à des salariés sanctionnés ne constitue ni une revendication relative à l'application des contrats de travail des salariés, ni une revendication relative à leurs conditions de travail ;

- M. X. a commis des fautes lourdes notamment un abandon de poste, l'utilisation du véhicule de service d'un autre salarié à des fins personnelles sans l'autorisation de la direction ;

- la participation de M. X. à un tel mouvement révèle une intention de nuire.

Par un mémoire enregistré le 11 mai 2017, le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie conclut au rejet de la requête et à la condamnation de l'entreprise requérante à lui verser la somme de 300 000 F CFP au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient qu'aucun des moyens soulevés n'est fondé.

Par un mémoire enregistré le 1^{er} juin 2017, M. X., représenté par la SELARL d'avocats Jean-Jacques Deswarte, conclut au rejet de la requête et à la condamnation de la société Jean Lefebvre Pacifique à lui payer la somme de 200 000 F CFP au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient qu'aucun des moyens soulevés n'est fondé.

Un mémoire présenté pour la société Jean Lefebvre Pacifique a été enregistré le 14 juin 2017.

Vu :

- les décisions attaquées ;
- les ordonnances de référé du tribunal du travail de Nouméa du 19 août 2016 ;
- les autres pièces du dossier.

Vu :

- la loi organique n° 99-209 et la loi n° 99-210 du 19 mars 1999, relatives à la Nouvelle-Calédonie ;
- le code du travail de la Nouvelle-Calédonie ;
- le code de justice administrative dans sa version applicable en Nouvelle-Calédonie.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Schnoering, rapporteur,
- les conclusions de M. Arruebo-Mannier, rapporteur public,
- et les observations de Me Plaisant, avocat de la société Jean Lefebvre Pacifique, de Mme Castanet, représentant la direction du travail et de l'emploi de Nouvelle-Calédonie, et de Me Joannopoulos, avocat de M. Yoane X..

Considérant ce qui suit :

Sur les conclusions à fin d'annulation sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens de la requête :

1. M. YX. est depuis février 2006 salarié de la société Jean Lefebvre Pacifique. Il y exerce les fonctions de conducteur d'engins. Il est depuis 2015 représentant syndical de la confédération générale des travailleurs de Nouvelle-Calédonie (COGETRA-NC) - Syndicat des travailleurs et ouvriers du Pacifique (STOP) au comité d'entreprise. A ce titre, M. X.

bénéficie de la protection accordée aux salariés protégés prévue aux articles Lp. 351-1 et Lp. 352-2 du code du travail de Nouvelle-Calédonie (CTNC).

2. La société Jean Lefebvre Pacifique (JLP) demande au tribunal d'annuler la décision de l'inspecteur du travail du 9 septembre 2016, qui refuse le licenciement de M. X., ensemble la décision du président du gouvernement du 3 janvier 2017 rejetant son recours contre la décision de l'inspecteur du travail.

3. En vertu des dispositions du code du travail de la Nouvelle-Calédonie, les salariés légalement investis de fonctions représentatives bénéficient, dans l'intérêt de l'ensemble des salariés qu'ils représentent, d'une protection exceptionnelle. Lorsque le licenciement d'un de ces salariés est envisagé, ce licenciement ne doit pas être en rapport avec les fonctions représentatives normalement exercées ou l'appartenance syndicale de l'intéressé. Dans le cas où la demande de licenciement est motivée par un comportement fautif, il appartient à l'inspecteur du travail de rechercher, sous le contrôle du juge de l'excès de pouvoir, si les faits reprochés au salarié sont d'une gravité suffisante pour justifier son licenciement, compte tenu de l'ensemble des règles applicables au contrat de travail de l'intéressé et des exigences propres à l'exécution normale du mandat dont il est investi.

4. La société JLP soutient, tout d'abord, que l'inspecteur du travail n'a pas pris en compte l'ordonnance de référé du tribunal du travail de Nouméa du 19 août 2016 qui constitue pourtant une pièce essentielle du dossier.

5. Par acte d'huissier en date du 8 juillet 2016, M. X. a assigné en référé la société JLP aux fins d'annuler sa mise à pied et d'ordonner son intégration. Par ordonnance en date du 19 août 2016, le juge des référés du tribunal du travail de Nouméa a considéré que M. X. avait participé à un mouvement de soutien à des salariés qui avaient fait l'objet de sanctions disciplinaires pour motif personnel et non à une grève portant sur des revendications professionnelles. Le juge des référés du tribunal du travail de Nouméa a, par suite, constaté que M. X. avait participé à un mouvement illicite d'arrêt de travail et a débouté M. X. de toutes ses demandes.

6. La société requérante soutient que l'inspecteur du travail en prenant sa décision en date du 9 septembre 2016 a manqué à son devoir d'impartialité en ne faisant pas référence à l'ordonnance du 19 août 2016 du juge des référés du tribunal du travail de Nouméa. Mais, en tout état de cause, aucune pièce du dossier ne permet de soutenir que cette ordonnance, qui, au demeurant, n'est pas revêtue de l'autorité de la chose jugée, avait été portée à la connaissance de l'inspection du travail à la date du 9 septembre 2016.

7. La société JLP soutient aussi que M. X. a commis des fautes lourdes au cours de ce mouvement. Elle indique notamment que le requérant a abandonné son poste à compter du 30 mai 2016 et a refusé de réintégrer son emploi malgré une lettre de mise en demeure du 28 juin 2016 qui l'avait invité à reprendre son travail qu'il avait quitté depuis le 30 mai précédent et qu'il devait reprendre le 23 juin 2016.

8. Après avoir reçu la lettre du 28 juin 2016, M. X. s'est effectivement mis en situation d'absence injustifiée. L'intéressé a, en effet, abandonné son poste de travail pendant plusieurs jours sans tenir compte de la mise en demeure qui lui avait été adressée.

9. Il ressort toutefois des pièces du dossier qu'au moment où la mise en demeure lui a été adressée, M. X. pouvait considérer que son action s'inscrivait dans le cadre d'une grève licite. En effet, les revendications que M. X. soutenait, qui portaient sur les sanctions infligées à des salariés, s'appuyaient également sur l'existence d'un cahier de revendications professionnelles connu de l'employeur. En outre, le gouvernement invoque les réunions de facilitation organisées par la direction du travail et de l'emploi les 20 et 21 juin 2016, l'ampleur du mouvement collectif engagé qui concernait 44 des 79 salariés de l'entreprise et les banderoles alors placées devant la société JLP. Dans ces conditions, l'abandon de poste qui est reproché à M. X. n'a duré que quelques jours et n'est pas à lui seul constitutif d'une faute lourde.

10. La société JLP reproche, par ailleurs, à M. X. d'avoir utilisé le véhicule de service d'un autre salarié à des fins personnelles sans l'autorisation de la direction. L'absence de ce véhicule dans le dépôt de la société JLP a porté atteinte aux intérêts de la société dont l'organisation était déjà fortement perturbée. Les faits reprochés à M. X., dont la matérialité est établie par les pièces du dossier, sont constitutifs d'une faute d'une gravité suffisante pour justifier son licenciement et ne sont pas en rapport avec les fonctions représentatives normalement exercées ou l'appartenance syndicale de l'intéressé.

11. Il résulte de ce qui précède que, sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens de la requête ni de s'appuyer sur les mémoires de la requérante enregistrés les 9 et 11 juin 2017, il y a lieu d'annuler la décision de l'inspecteur du travail du 9 septembre 2016, qui refuse le licenciement de M. X., ensemble la décision du président du gouvernement du 3 janvier 2017 rejetant le recours de la société JLP contre la décision de l'inspecteur du travail.

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

12. Aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative : « *Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation* ».

13. Ces dispositions font obstacle aux conclusions dirigées contre la société Jean Lefebvre Pacifique, qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante.

14. Il y a lieu, en revanche, de condamner la Nouvelle-Calédonie à verser la somme de 150 000 F CFP à la société Jean Lefebvre Pacifique au titre de ces dispositions.

D E C I D E :

Article 1er : La décision de l'inspecteur du travail du 9 septembre 2016, qui refuse le licenciement de M. X., ensemble la décision du président du gouvernement du 3 janvier 2017

rejetant le recours de la société Jean Lefebvre Pacifique contre la décision de l'inspecteur du travail sont annulées.

Article 2 : La Nouvelle-Calédonie versera la somme de cent cinquante mille francs CFP (150 000) à la société Jean Lefebvre Pacifique au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Les conclusions dirigées contre la société Jean Lefebvre Pacifique tendant à l'octroi de frais irrépétibles sont rejetées.